

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

PDG : visite du DCP au siège de Louis

LE "Distingué camarade président" (DCP) du Parti démocratique gabonais (PDG) était l'hôte du secrétaire général de ladite formation politique, samedi dernier.



Photo: DR

Les membres du secrétariat exécutif du PDG aux côtés du DCP, Ali Bongo Ondimba, samedi dernier.

O.N.
Libreville/Gabon

POUR le nouvel exécutif du Parti démocratique gabonais (PDG), la date du 16 avril 2022 sera une "date mémorable". Et pour cause, c'est ce samedi que le "Distingué camarade président" (DCP) du PDG, Ali Bongo Ondimba, a remis les pieds au siège dudit parti sis au quartier Louis, dans le 1er arrondissement de Libreville. À son arrivée, le DCP a eu droit à un accueil particulièrement chaleureux de la part des membres du secrétariat exécutif

regroupés autour du secrétaire général (SG), Steeve Nzegho Dieko. Le principal temps fort de cette visite, l'aparté de plus d'une heure que le DCP a eu avec le SG, dans le bureau de ce dernier. Cela en présence du directeur de cabinet du "Distingué camarade président", Cyriaque Mvourandjiami, et de l'un des membres du Comité permanent du Bureau politique pour le compte de la province de l'Estuaire, Rose Christiane Ossouka Raponda. Il faut souligner que cette visite intervient quelques jours après l'audience que le président Ali Bongo Ondimba avait accordée

au nouveau secrétaire général du parti au pouvoir. C'était l'occasion pour Nzegho Dieko de présenter sa feuille de route à son hôte.

Celle-ci s'articule autour de cinq axes majeurs : "l'application des hautes orientations du DCP pour la bonne marche du parti, la redynamisation de son fonctionnement, la mise sur pied d'initiatives à caractère social, politique et éducatif pour le bien-être des populations, la stratégie définie et élaborée par le secrétariat général dans la perspective des élections générales (présidentielle, législatives et locales) de 2023.

Présidentielle 2023 : à l'unisson, les "Pdgistes" de la Ngounié appellent à la candidature d'Ali Bongo Ondimba

F.N
Mouila/Gabon

MOUILA, chef-lieu de la Ngounié a été, le temps du week-end pascal, l'hôte des festivités marquant le 54e anniversaire en différé du Parti démocratique gabonais (PDG). Avec une mobilisation exceptionnelle des militantes et militants issus des fédérations des neuf départements de ladite province. C'est au stade Mbombet-A-Gnangue, chauffé à blanc, entièrement aux couleurs du PDG, que ces derniers, main dans la main, ont clamé haut et fort leur volonté de voir leur "champion", Ali Bongo Ondimba, aller à la conquête des suffrages de ses concitoyens en 2023. Afin qu'il parachève l'œuvre de transformation du pays. Ce qui s'est traduit à travers les différentes déclarations des intervenants à la tribune. Ainsi, pour son baptême du feu, la nouvelle secrétaire nationale en charge de l'Animation politique dans la province de la Ngounié, Évelyne Yvonne Youssouf Ndemby, s'est fait le porte-voix

de tous. "Levons-nous ici et maintenant ensemble pour appeler à l'unisson, respectueusement et solennellement, le Distingué camarade président, Ali Bongo Ondimba, à se porter candidat à sa propre succession pour permettre d'achever tous les projets initiés dans le cadre du plan stratégique Gabon émergent". Les deux membres du Comité permanent du bureau politique, Yves Fernand Manfoumbi et Guy Bertrand Mapangou ont appelé à l'unité et la solidarité, des valeurs sacrées et cardinales qui, selon eux, consolident la cohésion politique et sociale. Toute chose ont-ils indiqué, devant accompagner Ali Bongo Ondimba pour un retour d'ascenseur. Des motions de soutien des jeunes lues par Aris Nzamba, des femmes par Charlotte Nkero Mougno et du Comité des sages, par Guy-Christian Ossagou ont à tour de rôle appelé à la candidature d'Ali Bongo Ondimba constituant ainsi les points forts de ces retrouvailles politiques. Cerise sur le gâteau, une grande marche de soutien à Ali Bongo Ondimba, clôturée par un festin.



Photo : Felicien Ndongo

Miroir du gouvernement Méthode à controverse !

DONT acte. Akanda est désormais le chef-lieu de la province de l'Estuaire. Ainsi en a décidé le Conseil des ministres, en sa séance de jeudi dernier, en adoptant le projet de loi fixant les sièges et délimitations des chefs-lieux de provinces et départements de la République gabonaise, en invoquant la nécessité de "combler le vide juridique relatif à la non-désignation du chef-lieu de la province de l'Estuaire".

Pas sûr que le "service après-vente" assuré le lendemain de cette adoption par le ministre d'État, ministre de l'Énergie et des Ressources hydrauliques, Porte-parole du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze, à l'hémicycle Georges-Rawiri, suffise à mettre un terme aux commentaires et autres incompréhensions nés de ce choix. Car, à leur analyse, on se rend bien compte que c'est moins

la décision que la méthode utilisée par le gouvernement pour y parvenir qui laisse pantois plus d'un. Une méthode frisant, selon certains, l'unilatéralisme. Tant le gouvernement, selon eux, dans sa démarche, n'aurait pas pris, à ce qu'il semble, la peine de rendre publique sa démarche. Encore moins de consulter les élus locaux ou nationaux de la province de l'Estuaire afin de recueillir le maximum d'avis avant de prendre sa décision.

Un préalable ou concertation qui, à les entendre, aurait eu l'avantage d'oindre la décision gouvernementale du sceau de l'assentiment populaire. Lequel, bien plus qu'ailleurs, au regard des spécificités de la première province de notre pays, aurait été nécessaire. D'autant plus que, selon eux, la ville d'Akanda, érigée en commune de plein exercice en 2013, s'est vue attribuer un statut auquel auraient pu

prétendre, fort logiquement, d'autres municipalités de la province de l'Estuaire antérieures à son existence. Tout en mettant en avant des considérations sociologiques. Bref, à ce qu'il semble, la démarche gouvernementale est loin d'avoir emporté l'adhésion des Estuariens. Tout ceci pour signifier qu'au vu des exigences de transparence et autres inhérentes au fonctionnement de notre démocratie, la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, et les membres de son gouvernement auraient dû ou pu s'astreindre à un certain nombre d'obligations vis-à-vis des populations.

J.KOMBILE MOUSSAVOU